

**FAITS MARQUANTS DE L'ANUE:****LUNDI 23 JUIN 2014**

Lundi, les délégués se sont réunis pour la plénière d'ouverture de la première session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) du PNUE. Dans l'après-midi le Comité plénier (CP) s'est réuni. Les délégués ont examiné les projets de décisions soumis par les gouvernements et le Comité des représentants permanents (CPR).

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Hassan Abdel Hilal, Président sortant de la CA-27/FMME, Ministre de l'environnement, des forêts et du développement physique, du Soudan, a accueilli les participants, soulignant que l'ANUE représente une plate-forme sans précédent pour le leadership en matière de politique environnementale, et qu'il devrait prendre des décisions stratégiques, fournir des orientations politiques et promouvoir une interface science-politique.

Sahle-Work Zewde, Directrice générale de l'ONUN, a déclaré que la première ANUE marque une étape importante dans la mise en œuvre du résultat de Rio +20 et dans la modernisation et le renforcement du PNUE.

Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, a accueilli les délégués à une conversation globale « dans la capitale environnementale mondiale ». Assurant aux délégués qu'« ensemble, nous pouvons aller de l'avant », il a exprimé l'espoir que les discussions soient axées sur le fond, de façon à faire une différence au cours de la réunion de cinq jours.

Notant les défis environnementaux mondiaux croissants, Judi Wakhungu, Ministre de l'environnement, de l'eau et des ressources naturelles, du Kenya, a instamment prié les délégués de faire preuve de leadership pour la réalisation des objectifs de développement durable.

QUESTIONS D'ORGANISATION: La plénière a élu Oyun Sanjaasuren, Ministre de l'environnement et du développement vert, de la Mongolie, en tant que première Présidente de l'ANUE. Judi Wakhungu (Kenya), Mahmoud Samy (Égypte), Sargon Lazar Slewa (Irak), Attila Korodi (Roumanie), Khatuna Gogaladze (Géorgie), Idunn Eidheim (Norvège), Chris Vanden Bilcke (Belgique) et Mariano Castro Sánchez (Pérou) ont été élus Vice-Présidents. James Fletcher (Sainte-Lucie) a été élu Rapporteur.

Sanjaasuren a rappelé aux délégués les graves défis environnementaux et développementaux qui découlent d'une population mondiale croissante qui devrait atteindre 11 milliards d'ici la fin du siècle. Elle a souligné la position unique de l'ANUE pour débattre de deux domaines prioritaires: les objectifs de développement durable (ODD) et le programme de développement pour l'après 2015, et le commerce illégal des espèces sauvages. L'ordre du jour provisoire (UNEP/EA.1/Add.1/Rev.1) a été adopté.

Les délégués ont accepté la mise en place d'un Comité plénier présidé par Fernando Lugris (Uruguay) et d'un Groupe de travail sur le règlement intérieur et la politique régissant l'engagement des parties prenantes présidé par Julia Pataki (Roumanie).

DÉCLARATION DE POLITIQUE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF:

Le Directeur exécutif du PNUE Steiner a souligné les progrès accomplis par le PNUE en matière de transparence et de reddition des comptes grâce à la planification et à l'établissement de budgets et de rapports fondés sur les résultats. Il a déclaré que les Nations Unies vivent un moment de changement profond et le segment de haut niveau de l'ANUE peut façonner ce changement en se centrant sur les ODD, le programme de développement de l'après 2015 et la consommation et la production durables (CPD).

Steiner a mis l'accent sur le commerce illégal de la faune – un marché de 200 milliards USD par an – et l'a relié au trafic d'êtres humains et d'armes, déclarant qu'il ne met pas seulement en danger les espèces menacées, mais aussi les moyens de subsistance de l'être humain, et qu'une plus grande attention devrait être accordée à l'appareil judiciaire.

Notant qu'aujourd'hui 85 personnes détiennent autant de richesses que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres sur la planète, Steiner a encouragé les délégués à examiner les inégalités et le « développement non durable » dans un effort pour trouver la cause profonde des problèmes mondiaux.

INTERVENTIONS: La Thaïlande a souligné, au nom du G-77/CHINE, l'importance du principe de responsabilité commune mais différenciée (RCMD) et la nécessité de moyens de mise en œuvre pour réaliser le développement durable.

Soulignant le rôle du PNUE dans la mise en œuvre du résultat de Rio +20 sur la CPD et sur la gestion des produits chimiques et des déchets, le délégué a appelé les États membres à verser des contributions financières pour permettre au PNUE d'atteindre les objectifs de son programme de travail.

L'Égypte, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAIN et de la COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE, a appelé à l'appropriation collective d'un programme pour l'après 2015 conduit par les États membres; des moyens de mise en œuvre; et un système solide pour la surveillance et la présentation des rapports pour assurer l'exécution des engagements.

L'Algérie a appelé à une décision officielle pour créer une agence spécialisée des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud.

La Colombie a souligné, au nom du GROUPE DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES, la nécessité, entre autres: d'un cadre mondial pour le développement durable fondé sur l'équité économique; de financements substantiels et de technologies appropriées; de renforcement institutionnel et technique des capacités des pays en développement; de leadership de la part des pays développés; et d'une coopération efficace aux niveaux régional et sous-régional.

En matière de gouvernance, l'UE a déclaré que le règlement intérieur et la politique régissant l'engagement des parties prenantes doivent être appliqués en conformité avec le mandat de Rio +20. La Fédération de Russie a noté que le PNUE doit intensifier ses travaux avec les États, d'autres organes des Nations Unies et la société civile.

Le Japon, s'exprimant au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, a salué la réunion de haut niveau et l'a qualifiée d'« opportune » pour discuter d'objectifs clairs pour le



programme de l'après-2015, et a plaidé pour des décisions sur les produits chimiques, les déchets et la pollution de l'air qui appellent à des mesures concrètes.

Soulignant « l'importance historique » de la session, le groupe des Agriculteurs, s'exprimant au nom des GRANDS GROUPES ET DES PARTIES PRENANTES, a instamment demandé à l'ANUE de produire des résultats « audacieux et avant-gardistes » et a souligné le rôle central d'une approche fondée sur les droits de l'homme et sur la science dans la transition vers un nouveau paradigme de développement en harmonie avec la nature. Le délégué a appelé à une politique « robuste et inclusive » sur l'engagement des parties prenantes et le respect du droit des peuples à vivre dans un environnement sain.

Sunu Soemarno, Président du Comité à composition non limitée des représentants permanents (CCNLRP) a présenté un rapport sur les travaux du CRP en préparation pour la première session de l'ANUE, y compris sur l'engagement des parties prenantes, les modifications au règlement intérieur de l'ANUE, et la préparation de 12 projets de décisions.

COMITÉ PLÉNIER

Dans son allocution de bienvenue, Ibrahim Thiaw, Directeur exécutif adjoint du PNUE, a déclaré que la première session de l'ANUE offre aux délégués une occasion de définir les caractéristiques du monde durable qu'ils souhaitent et le rôle que l'ANUE devrait y jouer.

ORGANISATION DES TRAVAUX: Mahmoud Samy (Égypte) a été nommé Rapporteur du CP. Notant la lourde charge de travail, le Président du CP Lugris a demandé aux délégués de travailler de façon efficace et a présenté le programme de travail proposé (UNEP/EA.1/CW/CRP.1), que les délégués ont accepté.

PROJETS DE DÉCISIONS ÉMANANT DES GOUVERNEMENTS: Le Chili a présenté la décision proposée UNEP/EA.1/CW/CRP.2, soumise par le Chili, la République dominicaine et le Mexique, sur un processus régional pour renforcer la Déclaration sur l'application du Principe 10 (participation et accès à l'information) de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, et a noté que ce processus représente un pas vers le renforcement de la démocratie environnementale dans la région.

PROJETS DE DÉCISIONS ÉMANANT DU CRP: Le Secrétariat a présenté le document UNEP/EA.1/L.1 contenant une compilation des projets de décisions. La BOLIVIE, rejointe par L'ÉQUATEUR, a déploré l'absence de référence aux connaissances et pratiques traditionnelles des communautés locales et des peuples autochtones dans les projets de décision et a appelé à un meilleur équilibre au sein du PNUE à cet égard. Les ÉTATS-UNIS, la NORVEGE et la RÉPUBLIQUE DE CORÉE ont appuyé l'amélioration de la plate-forme scientifique et politique.

Concernant le GEO 6, l'UE, appuyée par la SUISSE, a souligné qu'une période de temps suffisante est nécessaire pour définir la portée, l'objectif et le processus de GEO 6 et a salué la réunion intergouvernementale prévue pour septembre 2014. La déléguée a également souligné que la propriété des données revêt de l'importance et a demandé si les règles du PNUE sur les données sont suffisantes à cet égard. Soulignant la nature spécifique à la région des recommandations politiques, l'IRAN a suggéré un processus initial de soumission de commentaires par les décideurs avant la finalisation du « résumé à l'intention des décideurs ». Soulignant la nécessité d'une large participation des différentes parties prenantes dans le processus de consultation multilatérale sur le GEO 6, la COMMUNAUTÉ DE LA SCIENCE ET DES TECHNOLOGIES a également noté que les données pourraient être améliorées avec les données émanant des citoyens et la diffusion ouverte de données.

Concernant l'adaptation fondée sur les écosystèmes, l'OUGANDA a souligné les changements apportés au cours de la période intersessions, y compris un accent renforcé sur la production et la sécurité alimentaire, et la BOLIVIE a déclaré que l'ANUE n'est pas le forum pour discuter de « questions liées au changement climatique ».

Au sujet de la gestion des produits chimiques et des déchets, le Secrétariat a présenté les documents UNEP/EA.1/5; UNEP/EA.1/5/Add.1; UNEP/EA.1/5/Add.2; et UNEP/EA.1/L.1. L'Uruguay, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, a notamment déclaré que des fonds nouveaux et supplémentaires sont nécessaires pour aborder les questions politiques émergentes;

souligné la valeur des centres régionaux; et a réitéré l'importance des obligations des pays développés en matière de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités.

La Tanzanie, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAÏN, a déclaré que la gestion des produits chimiques et des déchets doit être prise en compte dans le programme de développement durable et a appelé à un mécanisme de gestion rigoureux. Les ÉTATS-UNIS ont instamment demandé aux délégués de se centrer sur les résultats du processus de renforcement de la coopération et de la coordination dans le domaine des produits chimiques et des déchets et le processus de consultation sur le financement des produits chimiques et des déchets. Le KENYA a appelé à une décision spécifique au financement intégré. L'UE a encouragé les délégués à approuver le résultat du processus de consultation sur le financement et, appuyée par CUBA, le VENEZUELA, la CÔTE-D'IVOIRE, la COLOMBIE et la SUISSE, a appelé à la finalisation des termes de référence du Programme spécial pour soutenir la mise en œuvre des conventions sur les produits chimiques à l'échelle nationale.

L'ARGENTINE a souligné l'importance du financement externe pour promouvoir l'intégration de la gestion des produits chimiques dans les budgets nationaux. La SUISSE a appelé à la poursuite du programme de travail sur le plomb et le cadmium. La COLOMBIE l'a appuyé, étant entendu que ce programme de travail n'aura pas pour conséquence un processus de négociation d'un instrument juridiquement contraignant sur ces substances. Les TRAVAILLEURS ET SYNDICATS, s'exprimant au nom des FEMMES, des ONG, des AGRICULTEURS, des COLLECTIVITÉS LOCALES, de l'ENFANCE ET LA JEUNESSE et des PEUPLES AUTOCHTONES, ont déploré la lenteur des progrès sur les produits chimiques et les déchets, le manque d'information sur les risques connexes, et le manque de capacité de réglementation dont font preuve de nombreux pays. Le groupe ENTREPRISES ET INDUSTRIE a exprimé son soutien à l'approche multipartite établie en vertu de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et du Programme spécial pour renforcer les capacités nationales en matière de gestion des produits chimiques.

DANS LES ALLÉES

Alors que les délégués ont commencé à assumer un ordre du jour chargé, il n'ont pas perdu de vue que le « marchandage » sur les ODD commencerait également sérieusement la semaine prochaine lors du Forum politique de haut niveau à New York. Certains ont fait remarquer que ce dernier confère un sentiment d'urgence et un but à cette première ANUE, vu qu'ils sont conscients de leur devoir consistant à s'assurer que le pilier environnemental du développement durable soit fortement ancré dans le résultat.

Toutefois, les attentes semblent mixtes; un participant à la réunion préparatoire du Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes a indiqué que les grands groupes croient, peut-être, davantage dans le potentiel de l'ANUE pour « changer la donne » que certains États membres. L'orientation thématique du Segment de haut niveau de jeudi et vendredi étant claire, bon nombre de participants ont exprimé l'espoir que l'ANUE imprimera une nouvelle impulsion au PNUE dans le processus de l'après 2015.

Néanmoins, de nombreux délégués ont déclaré se réjouir de participer à la naissance de l'ANUE, et certains ont indiqué que la réunion est l'occasion opportune de relever les défis environnementaux mondiaux qui s'accroissent en nombre et en complexité.

Certains ont déclaré qu'ils s'attendaient à des discussions difficiles sur l'économie verte et le financement et les technologies, ainsi qu'à de nouveaux rapports sur les questions environnementales, y compris de la part des principales parties prenantes. Un délégué a souligné « toute la force » des participants « présents pour les discussions sur les produits chimiques » et a déclaré que la proposition de la Norvège sur les microplastiques est susceptible de susciter un débat animé.